

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. . C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Lendemain de Congrès (L.-O. Frossard). — Le Congrès National et la crise du Parti (Edmond Soutif). — Louis Blanc (Paul Louis).

Les 21 conditions. — Documents officiels, — Chronique internationale (Henri Brandler, W. Pieck, W. Stæker).

# LENDEMAIN DE CONGRÈS

**S**i le Congrès de Paris n'a pas tué le Parti, c'est que le Communisme en France a la vie dure. Quel lamentable spectacle ! Quel terrible aveu de désarroi et d'impuissance ! Il avait commencé dans la confusion, il s'est traîné parmi des relents de scandale, il a fini dans le désordre. On comptait qu'il mettrait fin à la crise du Parti ; la voici au contraire sérieusement aggravée. Le Parti s'explique-t-il ce revirement subit de la situation ? Son impression générale est de lassitude et de découragement. L'âpre conflit qui multiplie ses ravages dans nos rangs va être porté devant l'Internationale toute entière. On ne conçoit point, en effet, de parti solide et résistant sans l'armature de l'Internationale et il ne saurait y avoir d'Internationale vraiment forte sans un parti français vigoureux. Il n'est pas inutile de rappeler ces deux vérités d'évidence, puisque des camarades nous prêtent le dessein de rompre avec l'Internationale et même avec la Révolution Russe.

Nul d'entre nous ne mérite l'outrage de cette accusation déshonorante. Il serait aisé d'établir que nous avons servi avec passion et probité la Révolution soviétique et l'Internationale Communiste. L'avenir démontrera que nous sommes résolus à continuer. Mais, c'est un singulier moyen de désarmer les haïnes et de pacifier le Parti que de représenter

la plus nombreuse de ses fractions comme prête à le trahir.

Notre erreur, et nous l'avons commise de bonne foi des deux côtés, a été de croire qu'un accord sur des textes suffirait à résoudre l'essentiel des difficultés dont souffre le Parti. Nous nous sommes trouvés brusquement devant un double conflit. Dans le Parti, des survivances de notre passé réformiste et parlementaire se sont réveillées avec une force inquiétante et, pour n'y avoir point pris garde assez tôt, nous avons, — du moins en apparence — légitimé les appréhensions de l'Internationale. De sorte que, pris entre le Parti qu'il fallait redresser sans le briser, et l'Internationale qu'il était nécessaire de rassurer sans ruser avec elle, nous avons dû courir au plus pressé et réaliser, dans la hâte, le bloc des meilleurs volontés communistes. Nous ne nous proposons point, tendances du centre et de la gauche, de contracter une alliance temporaire pour nous assurer le pouvoir dans le Parti. Nous nous donnions comme tâche de fonder en un seul les deux grands courants, d'origine différente, dont la jonction avait assuré le succès de Tours.

Or, une fusion de cette nature suppose une préparation active et loyale. Tout d'un coup, le Parti s'est trouvé en présence de résolutions qui portaient la signature d'adversaires

de la veille. Comme on n'avait pas pris le soin de lui expliquer, faute de temps, les raisons de ce rapprochement qui le heurtait de prime abord, il en témoigna quelque surprise et même il en parut désorienté. Il donna pourtant une majorité considérable aux résolutions que le centre et la gauche lui proposaient ; mais c'est un fait qu'il le fit, non point tant pour adhérer à la lettre de ces motions que pour affirmer son souci d'unité qu'elles lui paraissaient exprimer au maximum.

Mais l'accord sur les idées n'a qu'une valeur secondaire s'il ne s'accompagne point d'un accord sur les personnes. Il ne s'agit pas ici de satisfactions à donner aux ambitions ou aux appétits individuels. Une politique ne vaut que par les hommes qui la mettent en œuvre. C'est pourquoi le centre et la gauche ont mis un égal acharnement à conserver leurs positions, lorsque le débat est descendu des idées aux personnes.

Quand le centre réclamait une part importante de mandats et de postes responsables, ce n'était point pour les distribuer comme une récompense à ses militants. Lorsque la gauche manifestait à son tour un certain nombre d'exigences, elle ne sacrifiait pas davantage à des considérations de vanité ou d'amour-propre. L'une et l'autre fraction se rendaient compte que la réalisation de l'accord était subordonnée à la composition des organismes de direction du Parti. Si elles résistaient aux concessions nécessaires, malgré la menace de rupture, c'est qu'en vérité la confiance réciproque n'existait point. Le centre craignait que la gauche, si elle avait la prédominance, entraînât le Parti à des applications dangereuses des résolutions adoptées. La gauche redoutait que le centre, si son influence pouvait être décisive, ne se dérobat au devoir que lui traçaient les résolutions mêmes.

Ainsi s'explique le désaccord qu'il a fallu soumettre au congrès. Pour l'apaiser, il aurait été besoin d'une préparation plus complète et d'une collaboration d'avant-congrès plus étroite et plus intime. Le temps ne l'a pas permis et l'inévitable s'est produit. Enfin, c'était encore une faute politique grave — dont nous partageons en commun la responsabilité — que de pousser en marge du congrès les négociations entre représentants des deux groupes. Dès les premières frictions, il était clair qu'on n'aboutirait plus. Il fallait alors faire

le Parti juge. On le pouvait sans violence. Il se serait érigé en arbitre et il aurait imposé ses solutions. Il a été instruit trop tard des pourparlers, à l'écart desquels on le tenait. Au moment où il est devenu indispensable de l'informer, l'accord était déjà déchiré par des hommes qui, de part et d'autre, avaient fini, dans le feu des discussions, par se défier et se suspecter.

Telle est, à notre sens, la psychologie exacte et, dans une certaine mesure, le premier enseignement du congrès dont nous sortons. Il reste maintenant à examiner avec sang-froid la situation qui en résulte. Elle est d'un extrême péril. Il nous appartient d'en rechercher l'issue suivant une même et bonne direction d'esprit : il faut sauver l'unité du Parti dans le cadre de la Troisième Internationale.

L.-O. FROSSARD.

## Note de la Direction

*Le Bulletin Communiste est un organe ouvert à toutes les tendances du Parti. Nous faisons appel aux militants de toutes nos sections pour qu'ils veuillent bien nous envoyer des articles sur les questions de doctrine et de tactique. Ils comprendront que les polémiques personnelles doivent être rigoureusement exclues.*

*Nous demandons aussi aux secrétaires des Fédérations de nous adresser le plus tôt possible des monographies départementales qui pourraient être établies sur le plan suivant :*

*Milieu économique, caractères de la population, industrielle ou agricole, nombre de sections et d'adhérents, organisation syndicale, possibilités de recrutement pour le Parti et fluctuations de ce recrutement.*

*Chacun saisira l'importance de ce travail, qui doit être accompli le plus tôt possible, de façon à donner, par son ensemble, une vision exacte de notre activité et de notre force.*

*Ces monographies peuvent comporter de 150 à 300 lignes et paraîtront sous la signature des secrétaires de Fédérations.*

## CAMARADES,

*Pensez au Train de Secours pour les  
Affamés de Russie*

# Le Congrès National et la Crise du Parti

Le Congrès National n'a pas réussi à dénouer la crise que traverse actuellement le Parti. Tout au contraire cette crise s'est brusquement aggravée.

Les incidents qui se sont produits au cours de la dernière séance du Congrès ont provoqué, chez tous les membres de nos organisations, une vive et légitime émotion.

Cette émotion s'est trouvée encore accrue par l'acte regrettable de quelques fonctionnaires du Parti, qui, en donnant leur démission, ont lancé contre le Centre d'inacceptables accusations.

Peu et mal renseignés sur les événements de ces derniers jours, les militants cherchent en vain à comprendre pourquoi l'accord conclu entre le Centre et la Gauche a été brusquement rompu. Ils voudraient savoir à qui incombe la responsabilité de cette rupture. Ils demandent instamment à être éclairés.

Pour répondre à ce désir bien compréhensible, nous nous proposons de retracer ici l'historique des pourparlers qui, à la demande du Comité Exécutif de l'Internationale, se sont poursuivis, pendant ces dernières semaines, entre les représentants du Centre et de la Gauche.

Cet historique sera objectif et d'une impartialité absolue.

L'on n'y trouvera aucune attaque contre qui que ce soit. Les polémiques personnelles en effet seront désormais bannies rigoureusement de ce Bulletin, dans lequel, autrefois, les meilleurs de nos militants furent si fréquemment attaqués.

## I

Au cours de sa session de mai, le Comité Exécutif de l'Internationale avait examiné la situation du Parti français.

Estimant que l'accord du Centre et de la Gauche pouvait seul mettre un terme à la crise actuelle, il avait demandé aux deux grandes tendances du Parti de se concerter et de s'unir pour proposer au Congrès National des résolutions communes.

Au début du mois de septembre, le camarade Humbert-Droz, délégué du Comité Exécutif, invita le Centre et la Gauche à réaliser l'entente préconisée par l'Internationale. Le Centre, à cette époque, était la seule tendance qui ne fût pas encore organisée. L'invitation d'Humbert-Droz, contraignit ses membres à se

grouper. Répondant à l'appel de plusieurs d'entre eux, ceux des militants du Centre qui demeuraient dans la Seine ou dans les départements voisins, se réunirent. Ils désignèrent un certain nombre de délégués qui s'abouchèrent avec les représentants de la Gauche et qui parvinrent rapidement à élaborer, avec ces derniers, deux résolutions. Ces résolutions, dont la première traitait de la crise du Parti et la seconde de la tactique de l'unité de front, sont connues de tous nos lecteurs. Ce sont les motions Frossard-Souvarine.

Le Congrès National devait également déterminer la tactique syndicale du Parti. Sur cette question l'accord se réalisa moins promptement entre le Centre et la Gauche.

Celle-ci présenta un soir, au Comité Directeur, une résolution qui préconisait une politique syndicale absolument inacceptable.

Cette résolution proclamait que le Parti Communiste « croit exprimer le mieux les aspirations de la classe ouvrière et être le plus capable d'assurer sa libération ».

Et, chose extrêmement grave, elle prétendait organiser, à l'intérieur de la C. G. T. U., une sorte de C. G. T. Communiste.

Elle s'exprimait en effet ainsi : « Le vaste « travail qu'il (le Parti Communiste), aura par « suite à accomplir, rend insuffisante la Com- « mission Syndicale constituée auprès du Co- « mité Directeur. Cette commission syndicale « devra être complétée par la création de Com- « missions analogues dans chaque fédération. « Ces Commissions auront pour tâche spéciale « de faire un recensement de tous les syn- « diqués de leur fédération, de les grouper « par professions et par usines, de façon à « constituer un groupement des membres par « lieu de travail à côté du groupement actuel « par domicile, de discuter et d'examiner avec « eux toutes les questions que le mouvement « fera surgir et de coordonner leur action. « Elles seront en contact permanent avec la « Commission Syndicale Centrale à laquelle « elles devront adresser régulièrement des rap- « ports sur leur activité. La Commission Syn- « dicale Centrale réunira les militants en con- « férence chaque fois qu'elle le jugera néces- « saire ».

La majorité du Comité Directeur rejeta naturellement cette motion et chargea Frossard d'en élaborer une autre, à laquelle d'ailleurs les représentants de la gauche se rallièrent presque immédiatement.

## II

Lorsque l'accord se trouva ainsi réalisé sur les thèses à soumettre au Congrès National, le camarade Humbert-Droz remit à Frossard une note du Comité Exécutif.

Cette note, datée du 20 septembre, traitait notamment de la composition des organismes du Parti et contenait les déclarations suivantes :

« Ayant appris que la Gauche (Souvarine, Treint et autres), exige pour sa tendance, les deux tiers des places au futur Comité Directeur, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste déclare qu'il ne *soutient pas* cette exigence et la considère comme *erronée*. La Gauche suit, dans l'ensemble, une ligne très juste et exprimant exactement les décisions de l'Internationale Communiste ; pour autant elle est et sera soutenue par l'Exécutif. Mais la collaboration véritable du Centre et de la Gauche, que ne cesse de réclamer l'Exécutif, n'est possible, à notre avis, que sur une base paritaire et si la confiance règne entre les camarades. L'Exécutif estime qu'aucun membre de la droite, non plus qu'aucun des camarades qui n'acceptent pas la ligne de l'Internationale Communiste dans les questions fondamentales (front unique, etc...), ne doit être admis au Comité Directeur. L'Exécutif exige que la totalité des membres du nouveau Comité Directeur soient des communistes véritables, dévoués sans réserve à l'Internationale. Mais cela ne signifie pas qu'il faille assurer d'avance et automatiquement les deux tiers des places à la tendance de Gauche telle qu'elle existe actuellement. L'Exécutif exige que chaque groupe de membres du Comité Directeur (partisans de la Gauche ou partisans du Centre), prenne un certain nombre d'ouvriers liés de la façon la plus étroite aux masses prolétariennes. Un accord entre la Gauche et le Centre, sur la base de l'égalité et de la responsabilité personnelle de chacun des membres du Comité Directeur devant le Parti et devant toute l'Internationale, est la seule issue possible à la situation.

« Pour que le Congrès de Paris ne devienne pas le théâtre de combats violents à l'excès, pour qu'il assure effectivement l'unité durable du Parti sur le terrain des décisions de l'Internationale Communiste et d'une lutte décisive contre la droite, l'Exécutif invite les deux tendances (Gauche et Centre), à *former immédiatement une petite commission paritaire sous la présidence de deux représentants de l'Internationale Communiste*.

« Cette Commission devra se rassembler régulièrement et préparer, pour être soumise à la décision du Congrès (et au besoin à celle de l'Exécutif), toutes les questions les plus importantes.

« Comme l'exacerbation de la lutte de fractions rendra incontestablement difficile au nouveau Comité Directeur la répartition des fonctions les plus importantes (secrétaire général, rédaction de l'*Humanité*, composition du bureau politique), le Comité Exécutif offre au futur Comité Directeur son concours en la matière, et il lui conseille d'ajourner si possible ces décisions jusqu'à l'arrivée de la délégation du Parti français au Congrès de Moscou. »

Ainsi, le Comité Exécutif demandait :

1° Que le Centre et la Gauche eussent un même nombre de représentants dans les organismes de direction ;

2° Que la tendance Renoult fût exclue du Comité Directeur ;

3° Qu'en cas de désaccord entre le Centre et la Gauche sur l'attribution des postes responsables, cette attribution eût lieu à Moscou, lors du quatrième Congrès mondial.

Après avoir examiné ces suggestions du Comité Exécutif, le Centre déclara au camarade Humbert-Droz que le Parti ne saurait renoncer à désigner lui-même, lors de son Congrès National, les titulaires des postes responsables.

Il fit en outre observer que l'exclusive prononcée contre la fraction Renoult constituait tout à la fois une injustice et une faute et il demanda que cette mesure fût rapportée.

Mais il consentit sans discussion à accorder à la fraction de Gauche, dans les organismes centraux, une représentation égale à la sienne.

Ainsi, le Centre accepta dès le premier jour de se conformer aux prescriptions du Comité Exécutif concernant la parité.

Et, dans le but d'assurer à chacune des deux tendances une égale part de direction, il proposa :

1° Que chaque fraction disposât d'un nombre égal de voix au Comité Directeur et au Bureau Politique ;

2° Que le Centre, en la personne de Cachin, conservât la direction de l'*Humanité* et que la Gauche désignât le secrétaire général du Parti.

Mais la Gauche ne voulait pas entendre parler de la parité. Elle rêvait d'éliminer le Centre de la direction du Parti et elle avait besoin, pour mettre ce projet à exécution, de s'emparer de la direction de l'*Humanité* et de s'assurer une majorité, tant au Comité Directeur qu'au Bureau Politique.

Elle réclama donc :

1° Quatre sièges sur sept au Bureau Politique ;

2° Douze sièges au Comité Directeur, de façon à disposer de 14 voix sur 26, grâce aux

deux représentants des Jeunesses Communistes qui lui étaient tout acquis.

*Elle demanda en outre que Cachin fût remplacé par le citoyen Dunois dans les fonctions de Directeur de l'Humanité.*

*Elle émit enfin la prétention de chasser du Comité Directeur Cachin et Paul Louis, coupables d'avoir formulé des réserves sur la tactique électorale préconisée dans la résolution Frossard-Souvarine.*

Ces exigences inacceptables furent intégralement maintenues jusqu'au 15 octobre, malgré tous les efforts de conciliation accomplis par le Centre.

Celui-ci, à la vérité, ne trouva pas, en la personne du camarade Manouïlsky, délégué de l'Exécutif, un arbitre d'une complète impartialité. Pendant toute la durée de son séjour à Paris, Manouïlsky vit surtout des membres de la Gauche. Et, s'il voulut bien reconnaître que Cachin ne pouvait pas être exclu du Comité Directeur, il défendit par contre avec la plus grande énergie toutes les autres prétentions de Souvarine et de ses amis.

Le 15 octobre, cependant, le camarade Manouïlsky comprit que certaines concessions étaient devenues indispensables ; et il fit remettre aux représentants du Centre, *non pas directement mais par l'intermédiaire de Souvarine*, la sentence d'arbitrage suivante :

Paris, 15 octobre 1922.

Chers camarades,

La délégation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à votre Congrès, considérant que la collaboration du Centre et de la Gauche est absolument nécessaire à la vie et à la santé du Parti et qu'elle ne peut se briser sur la question de la répartition des postes responsables ;

Considérant qu'un débat d'ordre personnel et mettant aux prises le Centre et la Gauche sur la question de la répartition des postes directeurs doit être écarté du Congrès ;

Considérant enfin que la collaboration Centre-Gauche a été possible jusqu'à présent, grâce à la discipline que les deux fractions ont montrée dans la préparation du Congrès à l'égard des décisions de l'Internationale,

Décide, pour éviter une rupture qui jetterait le Parti dans le désarroi, de faire appel à la discipline des deux fractions à l'égard de l'Internationale pour se soumettre à l'arbitrage suivant prononcé par la délégation en vertu des instructions et des pouvoirs qu'elle a reçus :

1° Le Comité Directeur, parité : 12 et 12, la voix des Jeunesses ne pouvant jouer le rôle d'arbitre dans un cas litigieux qui opposerait les deux fractions ;

2° Bureau politique, parité : 3 et 3. En cas d'opposition, le cas étant tranché par le représentant de l'Exécutif ;

3° Direction de l'Humanité, double : Cachin et Rosmer. Dunois restant secrétaire général du journal ;

4° Secrétariat général : Frossard ; secrétaire adjoint : un camarade désigné par la Gauche.

Les deux fractions gardent le droit d'en appeler contre cette décision au Congrès international.

Cette décision est définitive, elle ne comportera de la part de la délégation aucune modification.

La fraction qui la repousserait, brisant ainsi sa discipline à l'égard de l'Internationale, prendrait devant le Parti et devant l'Internationale la responsabilité de la rupture et de ses conséquences.

Comptant que votre fraction comprendra que notre arbitrage n'a eu pour but que le bien supérieur du Parti et comptant sur votre esprit de discipline, nous vous adressons, chers camarades, nos cordiales salutations.

La délégation : H. DROZ et MANOUILSKY.

P.-S. — Il est entendu que c'est à la discipline des deux fractions Centre et Gauche, et non à celle du Parti, que nous faisons appel. La délégation se réservant toute liberté d'intervention au Congrès au cas où sa décision ne serait pas acceptée.

Au cas où les deux fractions se soumettraient à cette décision, nous vous proposerons de poursuivre immédiatement les pourparlers pour régler les autres questions. La délégation, selon les instructions qu'elle a reçues, se réserve le droit d'éliminer des listes du Comité Directeur les candidats qu'elle jugerait ne pas avoir loyalement tenu les engagements pris en commun.

Les quelques concessions contenues dans cette sentence permettaient-elles au Centre de l'accepter ? Evidemment non.

Il était impossible de charger de la co-direction de l'Humanité un homme qui n'appartient au Parti que depuis quelques mois.

Il était impossible de conférer aux délégués du Comité Exécutif le droit de récuser les candidats présentés par le Centre aux organismes directeurs du Parti.

Il était surtout impossible de confier à l'un des représentants du Comité Exécutif le soin de départager les tendances au sein du Bureau Politique. *Pareille décision en effet aurait eu pratiquement pour résultat de déposséder le Parti de sa propre direction et de remettre celle-ci aux mains d'un seul homme : le délégué du Comité Exécutif.*

Le Centre décida donc de recourir à l'arbitrage du Congrès et il repoussa en ces termes les propositions du camarade Manouïlsky :

Paris, 16 octobre 1922.

*Aux camarades de l'Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

Chers camarades,

Les délégués de la fraction du Centre ont pris connaissance des décisions d'arbitrage que vous avez arrêtées. Ils les ont examinées hier soir dans l'esprit de conciliation dont ils ne se sont départis à aucun moment depuis l'ouverture des pourparlers sur la question de la composition des organismes centraux du Parti et la répartition des postes responsables. Ils se rendent compte qu'une rupture jetterait le désarroi dans le Parti et, pour l'éviter, ils sont disposés au maximum d'efforts. Cependant, ils ne se résignent point à accepter les décisions dont vous les informez. Ils croient devoir souligner d'abord la contradiction qu'il y a entre le droit d'appel que vous leur reconnaissez devant le 4<sup>e</sup> Congrès mondial et l'avertissement que vous leur donnez que s'ils repoussaient vos

décisions, ils briseraient leur discipline à l'égard de l'Internationale. Vous semblez ne leur laisser d'autre alternative que l'obéissance ou la révolte ; ils demandent la liberté de discuter et si la discussion n'aboutit pas, deux autorités souveraines trancheront en dernier ressort : le Parti et l'Internationale. Ils ne peuvent s'empêcher d'observer que la parité au Bureau Politique, sous la réserve de la voix prépondérante du délégué de l'Exécutif aboutit en réalité, sinon au dessaisissement du Parti du moins à une diminution importante de son pouvoir de décision. En tout cas, elle est un obstacle à la fusion des tendances dans la mesure où elle assure la prépondérance de l'une ou de l'autre, dégageant l'une et l'autre de la nécessité d'aboutir sous peine de porter ensemble devant le Parti la responsabilité de leur impuissance. La fraction du centre fera honneur à la signature que ses représentants ont donnée aux résolutions Frossard-Souvarine. Elle est fermement résolue à faire la politique de l'Internationale et, dans quelque hypothèse qu'elle se place, elle entend rester fidèle aux engagements qu'elle a contractés envers l'Internationale elle-même. Il ne dépend point d'elle que cette politique se réalise demain par l'accord cordial et confiant des deux grandes fractions du Parti. Elle demande la collaboration de la Gauche, mais dans des conditions de dignité et d'estime réciproques. C'est pourquoi elle vous prie d'examiner à nouveau ses propositions antérieures : parité au Comité Directeur et au Bureau Politique, double direction Cachin-Frossard à l'Humanité, Secrétariat général du Parti à la Gauche.

Si vous ne croyez pas possible de soumettre à un nouvel examen ces propositions inspirées du désir le plus vif d'aboutir, la fraction du Centre considérerait comme un devoir impérieux de saisir le Congrès des désaccords irréductibles auxquels s'est heurtée sa volonté d'entente avec la Gauche sous l'égide de l'Internationale.

Le Congrès décidera entre la Gauche et nous. S'il se prononce en notre faveur, l'Internationale peut être assurée que les intérêts supérieurs du communisme seront servis avec loyauté et avec énergie. Mais la fraction du Centre ne saurait consentir à être traitée en suspecte. Vous vous réservez d'éliminer des listes qu'elle vous présenterait, le cas échéant, les candidats que vous jugerez ne pas avoir tenu loyalement les engagements pris en commun. Le Centre a conscience de ses responsabilités devant le Parti et devant l'Internationale. Il a besoin qu'on lui fasse crédit, sous peine de voir ruiner son autorité.

Enfin, il affirme qu'aucun des hommes qu'il investit de sa confiance n'est indigne de celle du Parti et de celle de l'Internationale. Son chef contesté par le talent et les services rendus, Marcel Cachin, n'a pas besoin d'être mis à une sorte de régime de haute surveillance pour remplir son devoir de communiste discipliné. Les représentants de l'Exécutif, nous en sommes sûrs, le comprendront. Et notre démarche, que nous voudrions pressante et décisive, recevra d'eux l'accueil favorable qu'elle mérite. Inébranlablement attachée à l'Internationale Communiste, à sa doctrine, à ses méthodes, à sa discipline, la fraction du Centre, forte de la confiance de la majorité du Parti, vous prie d'agréer l'expression de ses sentiments fraternels.

*La délégation du Centre : FROSSARD, Georges  
LÉVY, BOURNETON, PIERPONT, RIEHL.*

Cette réponse du Centre fut approuvée par le Congrès National.

Lorsque la Gauche se résigna à se montrer

conciliante, il était trop tard : le Congrès s'était prononcé (1).

En résumé : le Centre, SE CONFORMANT AUX PRESCRIPTIONS DU COMITÉ EXECUTIF, a élaboré avec la gauche des résolutions communes et accepté, dès le premier jour, de collaborer avec elle à la direction du Parti, sur le pied de la plus complète égalité.

Il a rejeté les prétentions de la Gauche parce que celle-ci voulait s'assurer toute la direction du Parti, en s'emparant de la majorité, tant au Comité Directeur qu'au Bureau Politique, et en remplaçant Cachin par le citoyen Dunois à la direction de l'Humanité.

Il a repoussé les propositions du citoyen Manouïlsky parce qu'il estime que le Parti a le droit de choisir lui-même les hommes de confiance appelés à le diriger.

Le Centre a donné à la politique de l'Internationale Communiste une adhésion loyale et sans réserves. Il aurait fait cette politique avec la Gauche, si celle-ci y avait consenti. Il la fera sans elle, puisqu'elle s'est dérobée.

Mais il est convaincu que, sans enfreindre la discipline, le Parti peut et doit, dans la limite des décisions de l'Internationale, assurer lui-même sa propre direction.

Sur ce point, il a la conviction profonde d'être en complet accord avec l'immense majorité des communistes de ce pays.

Edmond SOUTIF.

VIENT DE PARAÎTRE :

**N. LÉNINE**

par G. ZINOVIEV

C'est un discours prononcé par Zinoviev devant les ouvriers de Pétersbourg, lors de l'attentat contre le chef de la Révolution russe et de la Révolution mondiale. Pour la première fois, Zinoviev faisait ainsi une biographie exacte de l'illustre révolutionnaire, — économiste, philosophe, historien, théoricien, homme d'action. Il était opportun de publier cette brochure au moment où Lénine, guéri du mal qui l'avait momentanément terrassé, fait sa rentrée dans la politique mondiale.

Petite Bibliothèque Communiste

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

Prix : 75 centimes.

(1) Nous publions d'autre part la réponse adressée par le Bureau Politique du Parti à une lettre du camarade Manouïlsky. Nos lecteurs trouveront dans cette réponse des renseignements complémentaires sur les pourparlers qui ont eu lieu entre le centre et la gauche.

# LOUIS BLANC<sup>(1)</sup>

Tandis que Considérant et Pierre Leroux tiraient leurs idées des enseignements de Fourier et de Saint-Simon, Louis Blanc offrait une formule plus politique. Il est au plus haut degré l'homme représentatif de la révolution de 1848, d'abord parce que celle-ci a adopté les mots d'ordre qu'il avait au préalable lancés, et ensuite parce qu'il y a joué un rôle actif de tout premier ordre. Il a été le vulgarisateur de cette pensée : la révolution sociale par la révolution politique, mais aussi de cette autre thèse, commune aux utopistes du temps : bourgeoisie et prolétariat peuvent se rapprocher, s'allier, se confondre pour forger un nouveau statut de société. Il croit en la générosité foncière de l'individu et appréhende le mouvement d'en bas.

Son opuscule : *l'Organisation du travail*, a exercé une influence directe sur février. Proudhon, sans doute, marquera une autre profondeur d'analyse, une autre puissance dialectique dans son bouleversement, par système, des notions acquises ; mais le *Mémoire sur la propriété*, ou les *Contradictions*, étaient-ils faits pour la foule ? Le petit livre de Louis Blanc, d'une forme simple et véhémence, d'allure oratoire et souvent grandiloquente, était capable de frapper davantage les masses françaises qui, à ce moment plus qu'à tout autre, s'ouvraient à la sentimentalité. Proudhon se complaisait dans les déductions logiques et copieusement développées. Louis Blanc s'attachait aux aperçus sociaux, où éclatait la misère du temps avec la servitude des salariés, la tyrannie du chômage, la précarité du sort du travailleur parcellaire. Il trouva un succès de diffusion, et, en 1847, *l'Organisation du travail* atteignait à la 7<sup>e</sup> édition.

Prenons la préface de cette 7<sup>e</sup> édition, où l'auteur résume les principales données de l'ouvrage.

Louis Blanc se propose de « demander que le droit de vivre par le travail soit réglé et garanti ». Il salue « le créateur en son œuvre ». Le système qu'il défend, en vue de la suppression de la misère, « repose sur le spiritualisme le mieux senti », « alors, dit-il, que c'est la classe sensualiste qui le somme de ne point faire appel au matérialisme des intérêts ! »

Louis Blanc ne veut pas qu'un soulèvement prolétarien ou populaire, « jugé possible », s'exerce au hasard et se livre aux caprices déréglés de la masse.

« On se trompe étrangement si l'on suppose que les révolutions s'improvisent. Les révolutions qui n'avortent pas sont celles dont le but est précis et a été défini d'avance. »

Quant à ceux qui le traitent d'esprit chimérique, il leur répond : « Savez-vous si la réverie d'aujourd'hui ne sera pas la vérité dans dix ans ? »

La réforme sociale est l'objectif suprême ; mais s'il est nécessaire de s'occuper de sa préparation, « il ne l'est pas moins de pousser à une réforme politique ». Car « si la première est le but, la seconde est le moyen. » Le pouvoir, force organique par excellence, doit être saisi par les novateurs, qui, sans lui, accompliraient une tâche

perpétuellement stérile. « Ne pas le prendre pour instrument, c'est le rencontrer comme obstacle » ; son concours est d'autant plus utile que la libération de la classe salariée ne se peut opérer par une série d'efforts partiels et de tentatives isolées. « Il y faut appliquer toute la force de l'Etat. » Celui-ci devra manifester son action comme « banquier des pauvres », mais non point comme accapareur de l'industrie et de la propriété. Lui seul émancipera les petits, leur conférera la vraie liberté, qui existe jusqu'à l'abus pour la minorité, mais qui est refusée aux autres ; lui seul donnera à l'homme le pouvoir de s'instruire et de se développer. S'il n'y avait plus de classes, le gouvernement serait inutile, mais jusque-là, le socialisme, qui tend à universaliser les fortunes, ne saurait être fécondé que par le souffle de la politique.

Voilà des tendances nettement délimitées. Louis Blanc apparaît comme un étatiste fervent, qui réclame avec une extrême vigueur la conquête des pouvoirs publics : il apporte une atténuation à sa thèse, en admettant que le gouvernement s'évanouira avec la disparition des classes.

Sa critique du régime social est empruntée à Fourier, mais présentée sous une forme plus ramassée. Ce qui domine ce régime, c'est l'antagonisme des intérêts, le choc des forces adverses, la concurrence.

Louis Blanc estime que la concurrence mène droit à l'extermination des peuples, et il en analyse les méfaits.

D'abord, elle pousse la production à une activité toujours plus intense, et la confusion dérobe à chaque instant la vue de l'ensemble du marché. « Il n'est pas jusqu'à ceux qui produisent à perte qui ne continuent à produire, parce qu'ils ne veulent pas perdre la valeur de leurs machines, de leurs outils, de leurs matières premières. »

De tout ce dérèglement, de cette surexcitation des initiatives individuelles, qui s'exercent en ignorant la somme des efforts humains, la surproduction sort avec sa continuité effroyable : elle bouleverse le monde par ses excès.

Le premier effet de la concurrence est la privation du travail pour l'ouvrier. Comment lui donnerait-on une rémunération abondante, ou même constante, alors qu'à chaque instant le total des produits créés excède la demande des consommateurs, et que les crises contraignent les producteurs à accumuler les fers, les tissus, etc. ? Le travailleur est obligé de disputer sa place, sa subsistance aux autres travailleurs, et par suite, pour vivre, il abaisse ses exigences au niveau de ses besoins les plus rudimentaires : le salaire de famine tend à devenir le salaire normal. C'est la loi d'airain, telle que Lassalle l'a formulée. Du reste le prolétariat est en lutte non seulement avec les autres prolétaires, dont le contingent s'accroît sans répit, mais encore avec les machines dont la force grandit d'année en année. Dans l'état social présent, Louis Blanc le constate avec tant d'autres, l'excédent de population, qui reste inemployé, ne contribue qu'à grossir les souffrances de la masse ; le machinisme, qui devrait être exploité au profit de tous, pour atténuer la peine et l'effort, devient l'instrument de domination de l'aristocratie dirigeante et condamne la foule à périr de faim.

Ces traits douloureux ne suffisent pas encore.

(1) Extrait du deuxième volume des *Doctrines socialistes* (Idées et faits), publié par la librairie de l'Humanité.



Au début de la période actuelle de la manufacture, l'homme n'était en rivalité qu'avec l'homme : la femme et l'enfant, forcés eux aussi de s'enrôler à l'usine, sous peine de mourir, lui disputent le marché du travail, et précisément parce que leurs nécessités sont moindres, éliminent progressivement l'homme de ce marché, si bien que l'âge fait la guerre à l'âge, le sexe au sexe, le malingre au robuste, et que le nombre des vaincus et des mourants augmente sans cesse sur ce champ de bataille. Les économistes libéraux ou orthodoxes prétendent toujours que les salaires montent ; en réalité, ces salaires fléchissent avec rapidité. Louis Blanc établit — ce qui était aisé — que la baisse avait été générale de 1840 à 1847. A la veille de février, certaines ouvrières étaient réduites à 0 fr. 57 par jour.

Et cependant, quelle que soit cette détresse, quels que soient les périls du prolétariat urbain, la population reflue vers les villes. Non qu'elle ignore la condition qui sera son lot après cette migration, mais les capitaux désertant la terre pour la grande industrie textile, métallurgique, etc., elle est bien obligée de suivre la même route. Elle y est aussi incitée par l'expansion du réseau ferré qui va lier aux chefs-lieux, à la capitale, les villages les plus reculés, et qui double la puissance d'attraction des grands centres. La surpopulation, qui s'affirme dans les groupements ainsi formés, aggrave encore la rivalité funeste des prolétaires. Les chemins de fer, les machines, les marteaux-pilons, les métiers mécaniques, loin d'améliorer le sort des êtres humains, leur apportent une recrudescence de misère.

Une société semblable est en gestation de guerre civile.

Les travailleurs ne retrouvent même plus l'asile du foyer, car la famille a été disloquée par la transformation économique. Employés séparément, le père, la mère, l'enfant ont peine à se rencontrer : ils reviennent exténués au logis. Quels liens peuvent subsister entre eux ?

Les prolétaires de l'avenir subiront des maux, connaîtront des tares qui ont été plus ou moins épargnés à leurs devanciers. Par l'excès de labeur, nous éliminons l'énergie future de nous et plus encore de nos descendants ; par l'emploi des jeunes gens et des jeunes filles, cloîtrés dans l'atmosphère viciée des usines, écartés de tout exercice physique salubre et réglé, nous tarissons en eux la santé et la vie. « Il se prépare une génération décrépite, estropiée, gangrenée, pourrie. »

La bourgeoisie fonde sa domination sur cette déchéance matérielle et morale de la classe ouvrière. Mais qu'elle entende cet avertissement : « Le sort de l'homme du peuple qui ne peut plus ni semer, ni cueillir, ni chasser, ni pêcher, ni mendier, ni dormir sur le pavé, est devenu tel qu'il faut qu'il se tue ou qu'il vous tue. »

Au reste, cette bourgeoisie souffre autant du régime que le prolétariat : la concurrence la ruine et la décime. L'antagonisme, qui a assuré le règne des capitalistes, devient pour eux l'instrument de mort. Ils se mutilent de leurs propres mains et le sol est jonché de leurs ruines.

La concurrence conduit au monopole. Elle organise une instabilité, une insécurité de chaque heure. La révolution économique est incessante. « Dans cet abominable système de luttes quotidiennes, l'industrie moyenne a dévoré la petite industrie, Victoire à la Pyrrhus ! Car voilà qu'elle est à son tour dévorée par l'industrie en grand. »

La classe gouvernante chancelle : elle est frap-

pée d'une déchéance certaine, car ses points d'appui, la petite et la moyenne propriété, sont menacés de toutes parts. Exploitations agricoles, fabriques, magasins cèdent la place aux établissements plus vastes. La bourgeoisie laisse tomber ses parcelles dans le prolétariat et s'affaiblit d'autant.

Mais Louis Blanc, dans son réquisitoire, ne s'arrête point là, et il semble qu'à chaque pas Fourier vienne à son secours. C'est tantôt le commerce, « ver rongeur de la production », qui est attaqué, et tantôt l'organisation du crédit, et tantôt le système de l'éducation, toujours refusée à la classe la plus pauvre et la plus nombreuse. De toutes ces considérations, Louis Blanc déduit cette conclusion : personne n'a intérêt à soutenir l'ordre ancien ; une révolution doit être tentée, mais rester pacifique.

Toutefois, pour établir la légitimité d'une subversion du système capitaliste, il ne se réfère pas explicitement au mouvement économique lui-même. Il est surtout révolutionnaire par pitié, par sentimentalité, sa compassion embrassant aussi la bourgeoisie dont l'avenir s'assombrit. Il n'attend pas l'attaque finale de ce seul prolétariat, mais de ce prolétariat associé à ses maîtres ; il envisage l'alliance chevaleresque et idéale des capitalistes et des ouvriers dans une croisade contre le passé. C'est là qu'est l'une des différences fondamentales de son socialisme et du socialisme marxiste. Après avoir énuméré tous les vices de la société présente, tous les maux qui pèsent sur elle et qui l'épuisent, il invite ceux qui bénéficient de ces vices et de ces maux, à les supprimer en renonçant à leur privilège. On conçoit dès lors qu'il ait proclamé le caractère purement légal et pacifique de la transformation, qu'il se soit refusé même à discuter la possibilité d'une lutte violente et prolongée.

La conquête des pouvoirs publics, à ses yeux, n'équivaut nullement à une dictature du prolétariat. Quelques députés entrèrent à la Chambre, une discussion s'ouvrira ; on admettra la nécessité d'une refonte du mécanisme politico-économique ; on constituera un gouvernement provisoire, chargé de liquider le passé et d'édicter le premier fonds des réformes, surtout de procéder à de vastes enquêtes. La théorie du pouvoir exécutif de 1848 est là en germe.

Louis Blanc a consacré tout un chapitre de son livre, le V<sup>e</sup>, à l'exposé de l'organisation du travail industriel ; il compte sur la puissance publique pour révolutionner la société, sur elle aussi pour instaurer l'ordre nouveau. Le premier soin qui s'imposera à elle est la création d'un ministère du Travail. Point n'est question de concentrer à la disposition de la collectivité nationale toute l'industrie et toute l'agriculture. La conception de Louis Blanc est intermédiaire entre le collectivisme et le Fourierisme.

L'Etat révolutionnaire ou soi-disant tel disposera seulement de la banque, des mines, des chemins de fer, des assurances, de certains entrepôts de marchandises. Pour le reste, la propriété industrielle se juxtapose à la propriété sociale. L'Etat forme des ateliers qu'il subventionnera et où des ouvriers mettront en commun leurs efforts et les sommes qu'ils pourront posséder. Les capitalistes eux-mêmes y seront admis et un intérêt leur sera servi sur leurs apports. Du bénéfice net, on déduira certaines fractions : pour les invalides, veuves et orphelins, pour les dépenses communes, l'amortissement du capital, etc. Quant aux travailleurs, ils seront rémunérés selon une formule



de répartition que Louis Blanc n'a jamais déterminée définitivement : égalité des salaires, droit au produit intégral du labeur ou encore satisfaction des besoins.

L'atelier social, fondé de-ci de-là, à titre d'expérience, s'étendra de proche en proche et battrà en brèche l'atelier individuel et l'industrie privée — qu'il s'agit, non d'écraser, mais d'amener à composition. Au bout d'une phase d'antagonisme, elle capitulera forcément et désormais la production industrielle recevra une impulsion unique. Louis Blanc, instituant d'une part une banque d'Etat, et assignant de l'autre, à l'Etat, le devoir d'ouvrir des usines modèles, ne suppose pas un instant que les particuliers pourront lutter contre un pareil système.

Du reste, il ne se borne pas à appliquer celui-ci à l'industrie ; il l'étend à l'agriculture, en reprenant encore une fois les idées fouriéristes.

Prenons corps à corps la conception d'ensemble qui se dégage de *l'Organisation du travail*. Du moment où il répudiait la lutte des classes et toute action autonome du prolétariat, Louis Blanc devait aboutir infailliblement à la solution qui s'attache à son nom.

Et d'abord quelle pouvait être la vitalité d'un semblable organisme ? Le principe adopté, proclamé, c'est qu'une industrie d'Etat doit fatalement, obligatoirement, ruiner les industries privées concurrentes. Or, ce n'est pas l'Etat prolétarien que Louis Blanc a en vue, mais un Etat mixte, bourgeois et prolétarien, et la bataille s'engagera à l'intérieur de cet Etat — du pouvoir qui lui commandera. Ou le prolétariat l'emportera et alors il sera, bon gré mal gré, amené à la révolution, ou la bourgeoisie vaincra, et alors elle détruira l'Etat mixte, car l'industrie privée, que cette bourgeoisie représentera au gouvernement, ne lui laissera pas de répit tant que l'ordre ancien ne sera pas restauré.

Cette industrie privée, qui ne sera pas expropriée, gardera toute sa vigueur combative ; elle la conservera d'autant mieux qu'il n'y aura pas dictature ouvrière, et qu'elle continuera à disposer, pour sa défense, d'une partie au moins des rouages administratifs et policiers. Les grands industriels auront en mains, comme par le passé,

d'énormes capitaux, pourront passer de gros marchés pour s'approvisionner, se syndiquer entre eux pour abaisser les prix et se répartir la clientèle. Ils paieront leurs ouvriers moins cher et, par suite, lutteront efficacement avec l'Etat.

Si cet Etat veut abaisser les tarifs de transport au profit de ses industries, en les maintenant intacts pour les autres industries, c'est un déchirement intérieur qui se produit : c'est cette opposition politique au dedans dont je parlais tout à l'heure. Si les ouvriers des usines capitalistes se mettent en grève pour obtenir les avantages assurés aux ouvriers des ateliers publics, l'Etat est appelé à opter entre la neutralité et la répression. Par la force des choses, il sera, au bout de quelques jours, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, et c'est toujours la même alternative qui se présente : ou prédominance de la classe bourgeoise ou prépondérance de la classe prolétarienne. Examinons toutes les hypothèses qui peuvent s'offrir : la collaboration des classes doit aboutir à une rupture, qui en profitera ? Il est à craindre que la longanimité des travailleurs ne leur vaille une servitude nouvelle et accrue. L'expérience, plusieurs expériences sont là — qui, à la vérité, ont été postérieures à l'apparition de *l'Organisation du travail* et qui ont condamné à tout jamais cette thèse du compromis.

Louis Blanc a élaboré un système chimérique. Après avoir dénoncé la concurrence, il l'a perpétuée ; après avoir flétri le capitalisme, il lui a réservé l'initiative d'une révolution qui le devait détruire ; il a demandé au bourreau de rendre la vie au supplicié, car la comparaison s'impose à l'esprit quand on invite l'Etat bourgeois, en vertu d'une sorte de « despotisme éclairé », à briser les fers des masses salariées et à supprimer sa propre raison d'être.

La partie positive du plan de Louis Blanc est donc puérile et dangereuse, parce qu'elle écarte le prolétariat de la révolution. La partie négative ou critique mérite d'être appréciée à sa valeur, comme celles qui caractérisent le Saint-Simonisme et le Fouriérisme, car elle établit les raisons de révolution qui se révèlent à la veille de 48 et qui se sont encore mieux affirmées depuis 48.

PAUL-LOUIS.

## Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste

A la demande d'un grand nombre de camarades nous reproduisons le document essentiel ci-dessous :

Le premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la 3<sup>e</sup> Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de tendances et de groupes, des Partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des Partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2<sup>e</sup> Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent

à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2<sup>e</sup> Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du « Centre » voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste ». L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « Centre » d'adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de

l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2<sup>e</sup> Internationale.

En outre, certains Partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2<sup>e</sup> Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le deuxième Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux Partis et indiquer par la même occasion aux Partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

1<sup>o</sup> La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la 3<sup>e</sup> Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la 3<sup>e</sup> Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances ;

2<sup>o</sup> Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés — sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang ;

3<sup>o</sup> Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire ;

4<sup>o</sup> Le devoir de propager les idées communistes

implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exceptions, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la 3<sup>e</sup> Internationale ;

5<sup>o</sup> Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne ;

6<sup>o</sup> Tout Parti désireux d'appartenir à la 3<sup>e</sup> Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes ;

7<sup>o</sup> Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, MacDonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la 3<sup>e</sup> Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la 3<sup>e</sup> Internationale à la 2<sup>e</sup> ;

8<sup>o</sup> Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux ;

9<sup>o</sup> Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du

« Centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti ;

10° Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Ils doivent répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste ;

11° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reviser la composition de leur fraction parlementaire, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation ;

12° Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants ;

13° Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois ;

14° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement, soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes ;

15° Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les reviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste ;

16° Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles ;

17° Conformément à tout ce qui précède, tous

les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler : Parti Communiste de... (section de la 3<sup>e</sup> Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur ;

18° Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ;

19° Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de quatre mois après le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard — un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales ;

20° Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le deuxième Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la 3<sup>e</sup> Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7 ;

21° Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

### ABONNEMENTS :

|               | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois .....  | 7 "    | 8 "      |
| 6 mois .....  | 13 "   | 14 "     |
| 12 mois ..... | 26 "   | 28 "     |

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au camarade E. Soutif, 120, rue Lafayette, et tout ce qui concerne l'Administration à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris.

# Une lettre du Délégué de l'Exécutif

Le camarade Manouilsky, délégué du Comité Exécutif au Congrès National, a fait parvenir au Bureau Politique du Comité Directeur, postérieurement au Congrès, la lettre suivante :

## AU PARTI FRANÇAIS

La délégation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Congrès de Paris, en présence du fait accompli de la constitution du Comité Directeur par la seule fraction du Centre, qui n'a obtenu que 180 voix de majorité (1.698 voix contre 1.516 à la gauche et 814 abstentions), ce qui aggrave encore la crise du Parti, déclare :

« A maintes reprises, conformément aux instructions de l'Exécutif, la délégation a fait des tentatives de conciliation entre les deux fractions. Elle s'est heurtée, à la veille du Congrès, à la résistance du Centre, qui a constamment présenté de nouvelles conditions en voyant que la délégation de l'Exécutif les acceptait. Tous les efforts de la délégation ont tendu à trouver, avant le Congrès, une solution propre à satisfaire le Parti, à lui épargner le spectacle pénible présenté par le Con-

grès et à lui permettre de résoudre sa crise sans l'intervention du Congrès mondial. Au dernier moment, après avoir constaté que l'arbitrage de l'Exécutif était repoussé par une infime majorité, la délégation, qui se tenait aux abords du Congrès, a tenté un effort ultime en demandant à la gauche d'accepter les conditions du Centre afin d'écarter toute menace de scission. La gauche a accepté cette proposition que le Centre a fait échouer.

« Devant le Parti tout entier, la délégation de l'Exécutif et les représentants des Partis frères sont unanimes à constater que toute la responsabilité de la situation créée retombe sur la fraction du Centre. C'est ce témoignage impartial que la délégation de l'Exécutif portera devant le IV<sup>e</sup> Congrès et qu'elle tient de son devoir de faire connaître immédiatement au Parti. »

Pour la délégation de l'Exécutif :  
D. MANOUILSKY.

Paris, le 21 octobre 1922.

## La réponse du Bureau politique

À la lettre ci-dessus, le Bureau Politique du Parti a fait la réponse suivante :

1). Le camarade Manouilsky accuse le Centre de s'être montré peu disposé à la conciliation. Ce camarade était d'un avis tout différent, il y a quelques jours, quand il reconnaissait, avec le camarade Humbert-Droz, que l'intransigeance de la Gauche était un obstacle à la bonne conduite des pourparlers.

2). L'ensemble des négociations de la Commission mixte, Centre et Gauche, a été exposé devant le Congrès à la suite d'une décision par deux fois confirmée de la fraction du Centre et après que le camarade Humbert-Droz en eût été prévenu par Frossard.

Nous ignorons pourquoi la Gauche a qualifié de « dénonciation » et « d'accusation ignominieuse » le simple récit exact de pourparlers auxquels le Centre a participé au même titre que la Gauche. Si accusation il y a, elle pèse aussi bien sur le Centre que sur la Gauche.

3). Le camarade Manouilsky parle d'une « majorité infime » de 180 voix. Le véritable rapport des forces n'a pu se dégager sur aucun des votes du Congrès, puisque les délégués étaient mandatés pour voter des motions Frossard-Souvarine.

Seules, des motions distinctes Centre et Gauche auraient montré la force numérique des tendances. Mais, pour témoigner de leur ferme volonté de faire la politique de l'Internationale Communiste et manifester leur désir de fusion entre les deux fractions, les camarades du Centre ont voulu à tout prix un accord préalable sur des motions communes.

Quand, après la rédaction d'une motion sur le front unique, la Gauche annonça son intention de lancer une résolution de politique générale, c'est le Centre qui, par la voix de Frossard et de Ker, demanda un texte commun.

Quand la Gauche, sans prévenir le Centre, rédigea une motion de politique syndicale, c'est en-

core le Centre qui, appuyant une proposition de Renoult, demanda une motion unique.

Il est indéniable, pour qui connaît le Parti, que la Gauche, lors du vote relatif aux organismes centraux, a largement profité de la confusion provoquée par les motions communes.

4). Si le Centre a constitué seul les organismes centraux, c'est parce qu'au cours des pourparlers et au Congrès même, les camarades de la Gauche n'ont pas perdu une seule occasion de déclarer qu'ils ne prendraient aucun poste responsable si le Centre n'acceptait pas leurs exigences. Le Centre saura montrer qu'il est capable, aussi bien que la Gauche, de suivre la ligne politique de l'Internationale.

5). Un effort ultime de conciliation a été fait par une lettre du délégué de l'Exécutif demandant à la Gauche d'entrer au Comité Directeur sur la base paritaire. Cette lettre a été présentée au Congrès dans des conditions qui n'ont pas encore été signalées.

Tout d'abord, la Gauche annonça au Congrès « un télégramme de l'Internationale », et un grand nombre de délégués crurent qu'il s'agissait d'un message de l'Exécutif.

C'était, en réalité, une lettre du camarade Manouilsky, dont une copie fut remise au Centre, et dont l'original ne fut montré qu'en partie et avec certaines précautions au délégué envoyé par le Centre pour en prendre connaissance.

De plus, circonstance étrange, cette lettre fut lue immédiatement après le vote qui consacrait la défaite de la Gauche.

Enfin, tout effort nouveau accepté par le Centre n'aurait nullement résolu la crise, puisque la lettre en question invitait malgré tout la Gauche à faire appel devant le 4<sup>e</sup> Congrès mondial. L'accord qui aurait pu intervenir ainsi, après que le Parti venait de se prononcer, risquait donc d'être frappé d'avance de nullité.

6). La délégation de l'Exécutif a dit qu'en re-

poussant la sentence d'arbitrage, le Centre avait répudié toutes les conditions qu'il avait précédemment acceptées. Cette affirmation n'est pas exacte.

Le Centre a accepté la parité au Comité Directeur.

Il a repoussé la suprématie de la Gauche dans le Bureau Politique. Frossard avait accepté en son nom personnel que la Gauche ait quatre représentants au Bureau Politique. Le Centre, à l'unanimité, a repoussé cette proposition.

Le Centre a toujours repoussé très nettement l'exclusive lancée contre ses candidats au Comité Directeur.

Bien que nos camarades de la Gauche aient avoué leur intention de s'assurer la suprématie à l'Humanité, le Centre avait accepté d'étudier la possibilité d'une double direction, mais il n'a jamais prévu la situation instituée par la sentence dite arbitrale.

Cette sentence n'est que la somme des concessions faites successivement par les délégués du Centre, soit comme représentants de leur fraction, soit en leur nom personnel. Elle les isole des compensations qui, à chaque fois, formaient une proposition d'ensemble pouvant faire la base d'un accord. Cette sentence n'a d'arbitral que le nom.

7). Nous nous demandons — et nous devons le

dire sincèrement, car nous devons la franchise à l'Internationale — si le camarade Manouïlsky est en mesure de rapporter devant le 4<sup>e</sup> Congrès un témoignage tout à fait impartial.

Le secrétaire international, responsable de la sécurité du délégué de l'Exécutif, a confié en toute bonne foi Manouïlsky à un camarade de la Gauche. Manouïlsky a été en rapports réguliers et fréquents avec les camarades de la Gauche avant le Congrès ; pendant le Congrès, il s'est tenu en contact permanent avec la Gauche, alors qu'il n'a pas vu un seul camarade du Centre. La sentence d'arbitrage rendue par la délégation de l'Exécutif a même été remise à l'envoyé du Centre par le camarade Souvarine.

Le camarade Manouïlsky ne pourra soutenir qu'il a agi ainsi en vue des indiscrétions possibles, la Gauche n'ayant pas le monopole de la prudence.

En présence de ces faits, les délégués du Centre au 4<sup>e</sup> Congrès mondial sont fondés à soutenir que le camarade Manouïlsky n'a pas été un arbitre, mais qu'il a visiblement favorisé la tendance de Gauche. Le Secrétariat du Parti et l'ancien Comité Directeur étaient pourtant informés que l'Exécutif s'opposait à toute tentative de la Gauche pour s'assurer la direction ou même une suprématie quelconque dans la direction du Parti.

# Chronique Internationale

## Coup d'œil sur la situation politique en Allemagne

La situation intérieure et extérieure de l'Allemagne, que vient d'examiner le Conseil National du Parti Communiste allemand, est extrêmement compliquée. Voici le meilleur indice. Le dernier jour de la vie de Rathenau, on payait le dollar 300 marks. Le 19 octobre, on l'a payé à Berlin 3.265 marks.

La profonde indignation des masses suscitée par l'assassinat de M. Rathenau a été impuissante. Les trahisons continuelles de la social-démocratie font que, trois mois après le crime de Grunewald, l'Union de l'Ordre et de la Liberté, ligue contre-révolutionnaire, peut se réunir à Berlin sous la protection de la police. La social-démocratie majoritaire, la social-démocratie indépendante, les syndicats ont successivement capitulé devant la Bavière monarchiste, devant l'Orguesch, devant M. Stinnes, enfin, dont l'accord avec le marquis de Lubersac a fait un des potentats absolus régnant sur la démocratie allemande. Le coffre-fort a conquis la République, et Stinnes fait un grand pas vers la réalisation de son projet, depuis longtemps caressé, de réunir au minerai français le charbon allemand. Il y tâcha pendant la guerre par l'annexion de Longwy et de Briey ; il y tâcha en favorisant en sous-main le séparatisme rhénan. Il veut devenir le dictateur incontesté de la houille et du fer. Sur sa puissance de grand exploitateur, quelques chiffres nous donneront une notion approximative. Avant la guerre, une tonne d'acier coûtait 72 marks. Elle en vaut aujourd'hui 78.000. Le prix actuel est donc plus de mille fois celui d'avant-guerre, alors que les salaires n'ont augmenté que de 150 fois. Tenant compte des prix élevés du minerai importé, M. Horten, un spécialiste,

calcule que les rois de l'industrie allemande doivent, pour une production annuelle de 7 millions de tonnes d'acier, réaliser le fabuleux bénéfice de 280 milliards de marks !

La social-démocratie unifiée veut la reconstruction capitaliste. Elle y travaille. Elle vient d'assurer à M. Ebert le renouvellement de son mandat présidentiel, au prix d'un compromis avec les partis bourgeois les plus redoutables pour la classe ouvrière. M. Ebert continuera donc de représenter le socialisme à la première magistrature de la république bourgeoise, et c'est symbolique. Jusqu'au boutiste pendant la guerre, Ebert n'a fait usage de ses pouvoirs qu'au profit du capital contre la classe ouvrière. L'article 48 de la Constitution lui a servi opportunément contre tous les mouvements ouvriers. Lois d'exception, cours martiales, état de siège, abolition du droit de grève, saisie des caisses de grève, telles ont été les armes de ce président socialiste. Mais pour instituer le contrôle ouvrier de la production et du commerce des vivres, pour combattre le renchérissement de la vie, pour rien, en un mot, de ce qui correspond aux intérêts vitaux des travailleurs, ce président socialiste n'a fait le moindre geste.

Qu'a fait le parti social-démocrate indépendant ? Issu, pendant la guerre, de l'opposition pacifiste et petite-bourgeoise à la politique de guerre des majoritaires, le parti social-démocrate indépendant manifesta, dès novembre 1918, son désir de se rapprocher des social-démocrates majoritaires en entrant au Conseil des Commissaires du Peuple pour s'y montrer hostile aux Soviets, favorable à l'Entente et à la création d'un capitalisme pacifiste. Tout en reculant devant les nécessités politiques intérieures de la reconstruction capitaliste, servie dès lors par Ebert et Noske, il excella à se montrer aussi malintentionné à l'égard de la Russie ouvrière que servile à l'égard des Alliés.

En 1920, une scission en détachait les éléments révolutionnaires, qui passaient au Parti Communiste. Depuis, le Parti indépendant fut un parti gouvernemental anonyme, appuyant invariablement la social-démocratie associée aux partis bourgeois. La crise produite par l'assassinat de Rathenau l'amena à se prononcer catégoriquement pour la reconstruction de la société bourgeoise, avec toutes les conséquences qu'elle comporte : collaboration ministérielle et union organique avec les partis d'Ebert et de Noske.

L'évolution du centrisme allemand s'achève ainsi. Presque au moment où les centristes italiens, reconnaissant la grandeur de leurs fautes, reviennent à la révolution, les social-démocrates indépendants d'Allemagne se laissent absorber par la social-démocratie contre-révolutionnaire.

Le caractère petit-bourgeois et réformiste de la social-démocratie unifiée n'est en rien changé par cet événement, ce qui nous permet de dire que l'inévitable décomposition de ce parti n'en sera pas retardée. Leurés par les bureaucrates, qui n'ont pas eu le moindre scrupule à exploiter ses aspirations au front unique, le prolétariat allemand, chaque jour plus affamé, ne peut plus tarder à comprendre.

Le groupe Ledebour n'a pas d'importance politique réelle. Sa tentative de regroupement de l'ancien Parti indépendant ne peut aboutir, car elle va à l'encontre des réalités : la faillite nationale et internationale du centrisme est consommée. Le Parti indépendant fut jadis un corridor conduisant du réformisme au communisme. Il ne pourrait plus être aujourd'hui que l'abri de quelques politiciens sans crédit.

L'action du Parti Communiste allemand consiste en ce moment à approfondir et à élever à la conscience politique le mouvement spontané des masses ouvrières contre le renchérissement de la vie et celui des Comités d'usine. En politique extérieure, le prolétariat révolutionnaire d'Allemagne a suivi avec le plus vif intérêt les victoires du peuple paysan d'Anatolie en lutte avec l'impérialisme (le *Vorwaerts* social-démocrate trouve cette occasion bonne pour renouveler ses attaques contre la Russie des Soviets). Mais nous ne pouvons perdre de vue que les nouveaux accords des puissances et la victoire trop éclatante des Turcs entraînent un rapprochement entre la France et l'Angleterre, dont l'Allemagne fera les frais. Les conséquences en seront extrêmement graves pour notre pays. L'accentuation de la lutte des classes en sera l'une. Notre Parti, idéologiquement et organiquement consolidé, s'y prépare.

Henri BRANDLER.

## Le Parti Communiste Allemand depuis le 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou

Il ne s'est écoulé que 15 mois entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I. C. Mais au cours de ces 15 mois les choses, en Allemagne, ont profondément changé. De 80 le dollar est monté à 3.200 marks et au-dessus. L'extrême indigence du prolétariat allemand, exprimée en chiffres par la disproportion croissante entre les salaires et le coût de la vie, s'est formidablement accentuée. Le coût de la vie d'un ménage ouvrier s'est élevé de 583 à 10.234 marks par semaine alors que la moyenne des salaires hebdomadaires n'a été por-

tée que de 350 à 4.000 marks. Le coût de la vie a donc été multiplié par 16,5 alors que les salaires ne l'ont été que par 10,5.

Depuis l'assassinat de Rathenau, son concurrent, M. Stinnes, est devenu le dictateur économique et financier du Reich. Tous les partis, y compris les social-démocrates, ainsi que les syndicats, lui obéissent volontairement. Le parti social-démocrate indépendant est revenu dans le giron de la social-démocratie majoritaire, pour participer désormais ouvertement à la politique de coalition avec la bourgeoisie.

Mais le parti communiste allemand, épuré des éléments opportunistes, dirigeant ses organisations avec souplesse et fermeté, est réellement devenu un parti de masses.

Ce sont là des changements dont les conséquences ne peuvent être que de grandes luttes révolutionnaires qui imposeront à notre Parti les tâches les plus hautes. En s'y préparant le Parti allemand s'est depuis sa naissance inspiré avec succès du mot d'ordre : *Allons aux masses* que le 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. a fait sien.

Au 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou le Parti Communiste allemand (K. P. D. de Kommunistische Partei Deutschland), fit les frais principaux des débats sur la tactique, son action de mars ayant été considérée comme le résultat d'une « tactique offensive ». Notre parti paraissait avoir entrepris consciemment une action révolutionnaire, sans l'avoir suffisamment préparée dans les masses prolétariennes. La défaite qu'il subit dans cette circonstance, du fait d'une action que ses ennemis lui avaient imposée a été souvent et beaucoup exagérée. Nous ne contestons cependant pas que notre parti n'ait été sérieusement entravé dans son développement par les persécutions et par les calomnies dont il fut l'objet. Mais les conséquences néfastes de la politique de coalition des social-démocrates et le renchérissement de la vie lui ont permis de se relever. Se préoccupant, dans la propagande, des besoins les plus urgents de la classe ouvrière, intensifiant son activité dans les usines et dans les syndicats, le parti a reconquis la confiance des travailleurs. Et, ce qu'il n'avait pas su faire auparavant, il a appris à augmenter les effets de son agitation par des campagnes méthodiques.

Aussitôt après le 3<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I. C. le K.P.D. commençait sa campagne pour le *Secours aux Affamés de Russie*. Au mois d'août de 1920, après l'assassinat de M. Erzberger, il déclenchait sa campagne contre la réaction. En fin septembre 1921, troisième campagne, contre la décision du Congrès social-démocrate de Goerlitz (participation des social-démocrates au gouvernement, avec le parti populaire de M. Stinnes). A la fin d'octobre de la même année, première campagne du parti contre la vie chère. La perte de la Haute-Silésie avait déterminé la chute du mark et une vague de vie chère.

L'influence croissante de notre parti obligea alors les dirigeants syndicaux réformistes à formuler dix revendications, pour combattre la misère des masses. Au nombre de ces revendications se trouva, bien que sous une forme atténuée celle de la *saisie des valeurs réelles* préconisée depuis longtemps par notre parti. Les masses comprennent fort bien que ni les syndicats, ni les social-démocrates ne les appelaient en réalité à la lutte et que, seuls, nous sommes capables de les y conduire.

A la fin de novembre 1921, la social-démocratie majoritaire, dont le discrédit s'accroissait visible-



ment, publia ses fameuses « révélations » sur le rôle du Parti Communiste dans l'action de Mars. La social-démocratie trouva malheureusement dans cette diversion l'appui d'un certain nombre de membres de notre Parti, qui furent de l'avis de Paul Lévi, et soutinrent que notre organisation devait « se racheter des fautes » de mars par une expiation publique. La classe ouvrière allemande avait cependant depuis longtemps compris que l'action de mars loin d'avoir été un *putsch* communiste avait été un mouvement de légitime défense contre le patronat et l'Etat.

La pression du capital résolu à imposer l'augmentation de la journée du travail devenait de plus en plus forte. La dépréciation du mark réduisait automatiquement les salaires. Le poids des impôts et des contributions s'alourdissait. En janvier dernier le K.P.D. inaugurait une grande campagne *contre le compromis fiscal* conclu aux dépens du prolétariat, entre les partis bourgeois et la social-démocratie. C'est pendant cette campagne, au début de février que se produisit la *grève des cheminots*, commencée par les mécaniciens, qui devint bientôt générale sur tout le réseau du Reich. La misère seule l'avait provoquée. Le président socialiste de la république, Fritz Ebert, ne sut y répondre qu'en supprimant par un ukase le droit de grève, en prodiguant les menaces de révocation, en faisant arrêter le Comité de grève et saisir les caisses syndicales des cheminots. Toute la meute des dirigeants social-démocrates du parti et des syndicats hurla contre les cheminots en grève qui n'avaient pas attendu, pour entrer en lutte, l'autorisation de la bureaucratie souveraine. Cette trahison éclatante des chefs fit tomber le mouvement.

La commune misère des ouvriers et des employés, aggravée chaque jour du fait de la politique d'accomplissement de réparations, seconda les efforts du K.P.D. dans le sens de l'établissement du *front unique prolétarien national et international*. La conférence de Gènes fournit au parti l'occasion d'exiger la réunion d'un congrès ouvrier international qui eût réalisé le front unique et — en second lieu — appuyé la Russie des soviets dans sa résistance aux puissances impérialistes. Le parti profita de la conférence des trois Internationales ouvrières à Berlin pour convier les masses prolétariennes à une large action de solidarité internationale. Et les palinodies des socialistes de la 2<sup>e</sup> Internationale et de l'Union de Vienne, à ce moment, n'ont pas été sans ouvrir les yeux à nombre de travailleurs.

A deux reprises le Comité central du K.P.D. délibéra avec le Comité directeur du Parti Communiste Français sur l'action commune des deux prolétariats. Le K.P.D. d'ailleurs a aussi entretenu avec les autres partis frères les rapports les plus étroits.

Sous le régime de la coalition gouvernementale la contre-révolution allemande s'était affermie. Elle organisa pour le 28 juin, anniversaire de la signature du traité de Versailles, de grandes manifestations nationalistes dans tout le Reich. Le K.P.D. adressa alors une lettre aux organes directeurs de la social-démocratie majoritaire et indépendante et des syndicats, les invitant à combattre en commun la réaction. Les trois comités centraux se refusèrent à coopérer avec nous, prouvant ainsi aux masses que ce ne sont pas les communistes qui s'opposent à la constitution du front unique du prolétariat. Au même moment les mêmes hommes, au Reichstag, consentaient à l'augmentation du prix des céréales.

C'est sur ces entrefaites, pendant les prépara-

tifs de la mobilisation nationaliste, que retentirent les coups de feu tirés sur le ministre Walter Rathenau. Cette fois le front unique du prolétariat se réalisa. Le K.P.D. avait proposé aux syndicats et aux deux partis social-démocrates d'agir en commun, tout en se réservant expressément le droit de critique et en déclarant reprendre son indépendance sitôt que les deux partis socialistes mettraient des obstacles à l'action commune. Le K.P.D. exigeait : des mesures énergiques contre la réaction, la libération immédiate des détenus politiques, la cessation de la politique de coalition. Les leaders politiques et syndicaux social-démocrates tentèrent au bout de quelques jours de tromper les masses au moyen des manœuvres parlementaires. La loi de défense de la république devint en réalité une loi contre-révolutionnaire et surtout anticommuniste. L'amnistie promise dans le premier moment ne s'appliqua pas aux militants condamnés à la suite de l'action de mars, « pour des délits de droits communs », à de longues peines de travaux forcés, par les tribunaux d'exception de M. Ebert. Ce fut une dérision.

Le K.P.D. déploya la plus grande énergie pour créer partout des commissions ouvrières de contrôle contre la réaction et appuyer ses revendications par la grève générale. Il mena campagne pour la dissolution du Reichstag sous les mots d'ordre de : Lutte contre la réaction, saisie des valeurs réelles, lutte contre la vie chère et le régime fiscal, gouvernement ouvrier. Mais nos forces n'étaient pas encore suffisantes pour mobiliser les masses contre la volonté des chefs social-démocrates.

Ceux-ci au lieu de former le front unique contre la réaction et les partis bourgeois voulurent raffermir la coalition avec la bourgeoisie. Les dirigeants de la social-démocratie indépendante se déclarèrent disposés à y entrer. Séduite par la promesse de quelques portefeuilles ministériels la fraction indépendante du Reichstag sanctionna les nouveaux prix des céréales et renonça à la lutte contre la réaction monarchique. La fusion des deux partis social-démocrates a été le fruit de cette trahison des intérêts de la classe ouvrière.

Quand s'atténua sa campagne contre la réaction le K.P.D. entreprit une nouvelle campagne systématique *contre la vie chère*. La dépréciation rapide et constante du mark, la désagrégation de l'économie capitaliste, les résultats de la conférence de Londres provoquaient une hausse fantastique des prix. Le parti réussit à influencer, beaucoup plus que par le passé, les ouvriers d'usine et à réaliser dans les Comités d'usine le front unique. Par l'institution des commissions chargées de lutter contre la paupérisation incessante du prolétariat et par l'organisation d'un congrès national des comités d'usines (qui doit se réunir bientôt) ce mouvement reçut une puissante impulsion que les chefs de la social-démocratie s'efforcent vainement de combattre en recourant à des manœuvres parlementaires et aux plus basses excitations contre les communistes. De grands efforts sont faits pour nous exclure des syndicats ou y paralyser notre action. Mais là encore les dirigeants réformistes apparaissent comme les artisans de la scission et n'y gagnent rien. Et le Parti Communiste continue inébranlablement sa campagne syndicale, pour l'action politique révolutionnaire des masses, pour les luttes de salaires, pour la résistance à l'exploitation sous toutes ses formes.

Le K.P.D. n'a pas négligé non plus la propagande chez les ruraux, l'agitation parmi les ouvrières, l'organisation des jeunesses, l'action com-



muniste dans les coopératives et dans les municipalités. Dans les parlements du Reich et des Etats confédérés nos mandataires n'ont pas cessé de défendre en toutes circonstances les intérêts des masses laborieuses et de dénoncer la politique réactionnaire des partis bourgeois et social-démocrates. Le succès de ce vaste travail est attesté de façon frappante par les résultats extrêmement favorables obtenus par notre parti lors de diverses élections communales de l'été dernier et, bien plus encore, par l'indéniable accroissement de confiance dont il bénéficie partout au sein des grandes masses ouvrières.

W. PIECK.

## Le Congrès du Parti Communiste Anglais

Le Congrès annuel du Parti Communiste anglais, qui s'est tenu à Londres du 7 au 9 octobre, vient de nous montrer que, tout en reprenant la saine tradition marxiste, vivifiée par les expériences de la Révolution russe, le jeune Parti britannique n'a point hérité des défauts des partis dont il descend. Sans doute, les tendances qui ont empêché le B. S. P. de devenir un parti de masses se sont manifestées chez nous par l'antiparlementarisme et par le refus de travailler dans le *Labour Party*, notamment. Le Parti Communiste, issu en août 1920 de la fusion du *British Socialist Party* avec le *Socialist Labour Party*, surtout nombreux en Ecosse, et avec quelques groupes marxistes, a dû, pendant ses deux premières années d'existence, lutter beaucoup pour surmonter ses tendances, qui l'invitaient à n'être qu'une association de propagande. Le Congrès qui vient de se clore nous a prouvé qu'il y a réussi et que la plupart des camarades de la « Gauche » — c'étaient tous d'excellents militants — se sont convaincus de la nécessité d'une politique vraiment marxiste. Le Parti s'est affermi. Il est homogène, il a des bases d'action solides. Les conditions premières de la création d'un mouvement communiste de masses sont ainsi, dans une large mesure, réalisées en Angleterre.

L'application de la tactique du front unique y est assez difficile. Elle a occasionné des débats passionnés, au cours desquels l'acceptation de cette tactique a rencontré une certaine résistance. Il n'y a pas, dans le pays, d'organisations politiques ouvrières semblables à celles du continent. La classe ouvrière y est politiquement organisée dans le *Labour Party* (Parti du Travail), composée principalement des organisations syndicales, puis de l'*Independent Labour Party*, de la *Fabian Society* et d'adhérents individuels. Extrêmement confusionniste à ses débuts, le *Labour Party* est devenu, tel quel, la seule organisation politique du prolétariat britannique. Les leaders réformistes des trade unions le dirigent. Si nous voulons acquérir de l'influence sur le mouvement ouvrier, nous devons militer dans le *Labour Party*. Parmi nous, l'opposition à l'adhésion au L. P. a peu à peu diminué : au Congrès, elle n'a réuni que 10 voix sur 90. L'opposition a d'ailleurs déclaré se soumettre à la décision du Congrès.

Alors que les communistes militent, souvent avec succès, dans les organisations locales du L. P., celui-ci s'est refusé jusqu'à ce jour à admettre dans son sein le Parti Communiste tout entier. Les dirigeants du *Labour Party* ayant justifié leur refus en arguant que le P. C. présentait aux élec-

tions ses propres candidats contre ceux du L. P. notre Comité Directeur a décidé de retirer tous les candidats du Parti susceptibles de nuire aux candidatures du L. P. Cette décision s'explique par le singulier système électoral en vigueur en Angleterre. Il nous en coûte naturellement à faire un semblable sacrifice, d'autant plus qu'en bien des circonscriptions le candidat travailliste ne se distingue guère du premier candidat bourgeois libéral venu. Mais nous avons réussi, dans d'importantes circonscriptions ouvrières, à faire désigner aux candidatures officielles du *Labour Party* des communistes ; et notre Parti a par conséquent la certitude de n'être pas éliminé du Parlement et des municipalités. L'opposition contre le retrait des candidatures communistes devant celles du L. P. fut pourtant relativement forte : elle réunit, au Congrès, 25 voix (contre une majorité de 55).

La question syndicale se posa à propos du chômage. Il reste en Angleterre près de 2 millions de chômeurs et aucun indice ne permet d'espérer une atténuation de la crise. Les trahisons répétées des dirigeants réformistes des trade unions ont déterminé dans celles-ci un mouvement de désertion. Il arrive souvent que l'ouvrier découragé quitte son syndicat. Les communistes, en Angleterre comme partout, prennent la défense de l'unité syndicale. La résolution adoptée par le Congrès dit expressément à tous : travail au syndicat, retour au syndicat ! Notre influence s'y est sensiblement accrue au cours de l'année écoulée.

La question d'organisation se posait impérieusement devant le Congrès. Les partis anglais ont toujours été jusqu'à présent plutôt fédéralistes et dominés par les attributs de la démocratie bourgeoise : autonomie locale, droit de disposer de soi-même, etc. Un parti de combat, discipliné, centralisé, est, en Angleterre, une nouveauté. Le P. C. anglais entreprend résolument de le créer, en adaptant ses statuts aux thèses de l'I. C. sur l'organisation. Il va sans dire que quelques résistances se manifestèrent à ce propos, auxquelles ne s'arrêta pas la grande majorité du Parti.

En nous résumant, nous dirons que le Congrès a accompli un travail sérieux, éminemment utile. Désormais, les dangers de rechute dans les anciens errements du socialisme anglais sont écartés ; les conditions préalables et organiques d'un développement politique normal sont assurées ; le Parti Communiste anglais conquerra les masses, peu à peu, par un travail tenace et méthodique. L'important, à présent, c'est que les communistes participent à toutes les luttes du prolétariat anglais pour gagner sa confiance au cours de ses propres expériences. L'évolution économique et politique de la Grande-Bretagne travaille pour nous, en guérissant sûrement les masses prolétariennes de leurs illusions démocratiques et pacifistes. Dans cette évolution vers de décisives luttes des classes, le Parti Communiste anglais sera désormais un important facteur de progrès.

Walter SHEKER.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon imprimeur.